



Agir par la Culture

2018

ANALYSE #30

« LE CLIMAT, UN PROBLÈME SOCIAL RAREMENT PRÉSENTÉ COMME TEL »

Des propos recueillis par **Aurélien Berthier**,
Rédacteur en chef d'Agir par la Culture.



Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

« LE CLIMAT, UN PROBLÈME SOCIAL RAREMENT PRÉSENTÉ COMME TEL »

Des propos recueillis par **Aurélien Berthier**,
Rédacteur en chef d'Agir par la Culture.

Dans *La Question climatique*, le sociologue Jean-Baptiste Comby a étudié à partir d'analyse de médias, mais aussi d'une enquête de terrain, les manières dont la question climatique a été socialement construite et quels étaient ses cadrages dans le débat public. Notamment le cadrage « écocitoyen » qui a consisté à en faire une affaire de morale individuelle, où les gestes quotidiens de chaque individu constitueraient à la fois la cause du problème et la solution aux changements climatiques. Comment la question climatique a été dépolitisée ? Comment en refaire un problème social et à rediscuter dans la sphère collective ? Notamment en dressant une critique de l'éco-responsabilité individuelle et en prenant en compte les effets des rapports de classes dans la question climatique.

AURÉLIEN BERTHIER En quoi mettre l'accent sur la sensibilisation et la modification des comportements individuels, empêche-t-il un traitement politique de la question climatique ?

JEAN-BAPTISTE COMBY Les dérèglements climatiques sont généralement présentés comme un problème environnemental, une affaire économique, un défi technologique ou un enjeu moral. S'ils sont certes un peu tout ça, ils sont avant tout le produit d'une organisation sociale qui depuis plus d'un siècle poursuit et accentue

sa subordination aux logiques capitalistes. Autrement dit, le climat, c'est un problème social qui est rarement présenté comme tel. C'est un problème qui interroge frontalement l'organisation des rapports de pouvoir entre les groupes sociaux. Et si l'on définit la politique comme l'institution de ces structures sociales (institution scolaire, marché du travail, aménagement du territoire, répartition des richesses, etc.), alors circonscrire la question climatique aux registres de la technique, du marché ou de l'individu, revient à la sortir de la sphère collective des débats publics et donc à la dépolitiser.

AB Qu'est-ce qui a engendré cette dépolitisation du débat climatique en France ?

J-BC On peut dégager trois types de facteurs explicatifs. Tout d'abord les faibles moyens alloués au ministère de l'Environnement. Cela le contraint à mettre en œuvre des politiques peu coûteuses et rentables symboliquement : éco-vignettes, pastilles vertes, écotaxes, bonus-malus, crédits d'impôt, prêts à taux zéro, étiquetage de la performance énergétique des biens de consommation... Cet arsenal de mesures incitatives est inlassablement recyclé par les politiques environnementales déployées depuis une trentaine d'années. Postulant un introuvable « homoécologus » qui agirait rationnellement en situation d'information pure et parfaite, elles supposent de communiquer

massivement pour expliquer quels risquent la planète encourt si les individus ne verdissent pas leurs agissements quotidiens, et pour promouvoir les mesures prises pour accompagner ce verdissement des comportements individuels. Autrement dit, ces politiques incitatives exigent et justifient une forte visibilité médiatique de la question climatique. L'État va donc mobiliser divers acteurs, dont les journalistes, pour démultiplier le discours écocitoyen et ainsi grandir symboliquement la cause climatique qui, à l'époque, est encore marginale dans la hiérarchie des questions qui comptent.

La plupart des agents alors engagés sur le problème du climat vont prendre part à cette dynamique de valorisation médiatique. C'est là un second type d'explication : l'appétence pour le cadrage consensuel, fédérateur et acritique de cette question des promoteurs publics de la question climatique. Sans doute faut-il ici souligner d'une part que cette appétence est aussi un ajustement aux logiques de fonctionnement du débat public, lequel est de moins en moins perméable aux discours critiques ; d'autre part que ces agents (journalistes, scientifiques experts, fonctionnaires, militants écologistes) appartiennent aux classes privilégiées et sont peu disposés à la remise en cause de l'ordre établi. Ils le sont d'autant moins qu'ils méconnaissent les logiques sociales et ne présentent pas une culture politique susceptible d'éveiller leur méfiance à l'égard de la philosophie néolibérale de l'homoécologus.

Enfin, ces dynamiques dépolitisantes s'imposent facilement aussi parce que les entrepreneurs de politisation sont faibles. En particulier, les années 90 et 2000 se caractérisent par une technicisation du mouvement écologiste qui se fait au détriment des porteurs d'une écologie plus combative et politique. Au cours de cette période, émergent des hérauts de l'écologie des petits pas individuels comme Nicolas Hulot, Yann Arthus-Bertrand ou Pierre Rabhi. Ils vont alimenter la dynamique écocitoyenne de l'État et bénéficier d'un écho nettement plus fort que les points de vue politisants qui plaident pour changer le système, pas le climat.

AB Pourquoi dites-vous que ce cadrage de la question climatique sert certains intérêts sociaux plus que d'autres et laisse à l'abri de la critique l'ordre social capitaliste ?

J-BC Les autorités politiques françaises prennent donc en charge, au milieu des années 2000, l'enjeu climatique. Mais si ce traitement politique indique que le problème est politisé, on observe que cette politisation consiste en fait à le dépolitiser en ne posant pas la question de l'ordre social. Or, qui a intérêt à ne pas mettre en débat l'ordre établi ? D'abord ceux qui le dominent. J'ai d'ailleurs montré que l'individualisation du problème au prisme de l'écocitoyenneté permettait de ne pas pointer du doigt les comportements socialement valorisés des classes privilégiées. Pourtant, je mobilise de nombreux indicateurs statistiques confirmant que celles-ci ont des styles de vie présentant la plus forte empreinte carbone, et ce même si leurs membres se disent plus facilement soucieux d'agir en écocitoyens.

AB Quels sont les aspects privilégiés et minorés dans les discours publics ?

J-BC L'État et les associations mettent l'accent sur les bons comportements à adopter. Depuis une douzaine d'années déjà, les scientifiques sont quant à eux surtout convoqués pour sonner l'alarme climatique et accréditer l'urgence du problème. Enfin, les journalistes amenés à traiter de ces questions vont peu à peu privilégier le traitement des conséquences du problème au détriment de ses causes. En étudiant notamment les journaux télévisés les plus regardés entre 1996 et 2011, j'observe que plus ils parlent du climat, plus ils montrent des images de tempêtes, de soleil, d'inondations, moins ils montrent les fumées d'usine ou de pots d'échappement... Or en donnant à voir et à penser les causes économiques et sociales, ils véhiculaient l'idée que la responsabilité était collective et politique plus qu'individuelle et morale. En mettant l'accent sur les conséquences, ils cherchent à concerner leurs audiences, à inscrire dans leur quotidien ce problème alors perçu comme lointain

dans le temps et dans l'espace. De la sorte, ils répondent aux attentes de leurs supérieurs et aux contraintes de l'audimat. De la sorte, ils font de beaux reportages ne nécessitant que peu de connaissances sur les systèmes climatiques. De la sorte, ils font leur part du travail de sensibilisation au double sens du verbe sensibiliser : rendre sensible pour faire prendre conscience.

Au-delà des journaux télévisés, j'ai constaté que tout ce qui pouvait entraver cette dynamique de sensibilisation du plus grand nombre était maintenu aux marges de l'espace du dicible climatique. C'est ainsi que la question de l'adaptation aux changements climatiques a été marginalisée car supposée activer un réflexe fataliste (« il est trop tard ») chez les publics. Un aspect positif de cette doxa sensibilisatrice a cependant été de motiver tous les agents engagés dans la valorisation publique de la question climatique à coopérer pour faire barrage aux climatosceptiques. Si bien que ceux-ci ont été très peu visibles dans les médias généralistes de grande audience.

AB Vos recherches se centraient sur la période du début des années 2000. Quelles évolutions récentes notez-vous dans le traitement de la question climatique ? L'idéologie de l'écoresponsabilité individuelle a-t-elle disparu ?

J-BC « L'idéologie de l'écoresponsabilité individuelle », pour reprendre votre terme, se porte toujours aussi bien. Elle a vu réapparaître à ses côtés deux autres cadrages tout aussi dépolitissants : celui des solutions technologiques et celui de la croissance verte. Ceux-ci ont notamment gagné en visibilité lors de la COP21 à Paris en 2015. Cet événement fut l'occasion de mettre en avant les solutions au problème avec notamment le pavillon des solutions au Grand-Palais. Ce qui s'est alors joué, c'est l'engagement assez inédit du monde de l'entreprise dans le débat public sur le climat. Peut-être parce que s'imposait l'idée qu'il fallait décarboner l'économie et transiter vers des sociétés postcarbones ; peut-être aussi

parce que le champ économique avait intégré l'enjeu environnemental à ses modes de régulation. Reste que si tout le monde s'accorde à ce moment-là sur l'inévitable transformation des *sociétés*, rares sont ceux qui estiment que cela doit passer par une transformation des *structures sociales*. Changer les sociétés oui, mais sans transformations sociales, c'est-à-dire sans toucher aux rapports de pouvoir qui structurent et hiérarchisent les sociétés capitalistes. Et ce qui facilite cet apparent paradoxe, c'est justement la mise en avant des cadrages technologiques et marchands.

AB La question de mots est importante dans le cadrage. Vous insistez par exemple sur l'expression « réchauffement climatique » qui prédomine dans les débats et utilisez à la place celle des « changements climatiques » (avec un S). Pourquoi ce choix lexical ?

J-BC Ce n'est pas tant un choix lexical qu'un souci de ne pas employer d'expressions erronées. Car il est en fait incorrect de parler de « réchauffement climatique ». Du moins, c'est ce que m'ont expliqué les climatologues. Cette expression réduit les climats à une seule variable, la température, alors que les climats intègrent aussi le régime des pluies, des vents, la topographie, etc. D'autre part, elle postule l'existence d'un climat global moyen, alors qu'en réalité il existe des climats variables d'un territoire à un autre, d'une échelle de temps à une autre. On les apprend au collège : les climats tempérés, océaniques, continentaux, etc.

Le succès de cette expression fournit néanmoins un indice supplémentaire de l'obsession partagée par les promoteurs de la cause climatique de sensibiliser le plus grand nombre. Simplifiant le problème à une affaire de degrés supposés augmenter régulièrement, elle est perçue comme efficace d'un point de vue communicationnel. Plus, elle se prête à une imagerie renvoyant aux sens primaires les plus partagés : le chaud et le froid, le rouge et le bleu, le sec et l'humide, le thermomètre, le soleil...

AB Vous notez que l'affirmation « 50 % des GES sont produits par les ménages » qui nous est assénée depuis plusieurs décennies est en réalité inexacte et sert à couvrir le fait que c'est la production qui émet l'essentiel des GES. Faut-il reculabiliser les organisations de production ? Comment « inverser la charge » ?

J-BC Pour légitimer les politiques incitatives et le travail de sensibilisation généralisé, l'État a mis en avant ce chiffre dont j'explique dans le livre pourquoi il résulte d'un artefact statistique et comment il s'est imposé. En agrégeant les émissions dans les secteurs du bâtiment, du logement et des déchets, il désigne comme responsables non pas les infrastructures mais ceux qui les utilisent. Sauf que les premières induisent en grande partie les comportements des seconds. Mais c'est surtout la philosophie sociale de la sensibilisation qui doit être discutée. Celle-ci correspond à l'idéologie de la communication qui est centrale dans l'ère néolibérale et qui repose sur une conception béhavioriste et postmoderne de l'individu. Celui-ci serait affranchi des carcans sociaux d'antan, il serait réflexif et en mesure d'agir de manière responsable. Dès lors, en modifiant les comportements individuels, on réglerait les problèmes collectifs. C'est un peu le retour de la main invisible d'Adam Smith. Sauf que les sciences sociales nous enseignent que c'est bien plutôt le social qui oriente les comportements individuels réguliers, routiniers.

Donc, incriminer les organisations de production risque fort de ne pas suffire. Il ne faudrait d'ailleurs pas chercher à déculpabiliser Pierre pour culpabiliser Jacques. Je préfère l'idée d'inverser la charge, notamment la charge de la naïveté longtemps imputée aux militants les plus radicaux. Car aujourd'hui, quinze ans après la mise à l'agenda de la question climatique, trente ans après le sommet de Rio, on peut enfin affirmer sans crainte que les naïfs sont ceux qui ont cru dans les promesses du développement durable. Inverser la charge, c'est donc aussi inverser la distribution du pouvoir

et de la légitimité à agir. Il est urgent de redistribuer les cartes du pouvoir décisionnel en faveur des agents ayant compris les impasses du capitalisme vert.

AB La question climatique est peu conflictualisée, vous dites qu'elle est une cause « sans adversaire. Comment nommer et rendre visible ces ennemis pour savoir contre qui lutter ?

J-BC Elle n'est pas une cause sans adversaire en soi, mais elle a été construite comme telle. Ses ennemis sont tous ceux qui œuvrent à la conservation de l'ordre établi, réformistes de tous bords compris. Mais il ne s'agit pas tant de s'en prendre aux personnes qu'aux principes et institutions que celles-ci défendent. Et c'est au titre non pas de ce qu'elles sont mais de ce qu'elles font, qu'il faut lutter pour les destituer et prendre le pouvoir. Il importe de contester les idéologues de la méritocratie, de la concurrence, du marché capitaliste, de la valeur travail, de la croissance verte, etc. Sans doute est-ce important de dénoncer, comme le font de nombreux militants (Alternatiba, 350.org...), les agissements d'institutions bancaires ou d'entreprises exploitant les fossiles. Mais cela ne suffit pas. Il importe de coupler ces actions à une critique des logiques sociales qui poussent ces acteurs économiques à détruire la planète.

AB Vous dites que les enjeux écologiques sont accaparés par les classes dominantes. Vous parlez même d'une « dépossession écologique des classes populaires ». Comment se traduit cette écologie populaire et comment pourrait-elle s'exprimer à côté de l'écologie qu'on pourrait qualifier de bourgeoise ?

J-BC Dans le débat public, les enjeux écologiques sont définis par des membres des classes dominantes. Cela ne signifie pas que les classes dominées se fichent de l'écologie, mais qu'elles n'ont pas accès aux arènes médiatiques et politiques pour proposer d'autres façons de traiter la question écologique.

L'économiste et historien espagnol Juan Martínez Alier a bien montré depuis près de vingt ans ce qu'était un écologisme des pauvres. Si ces travaux portent sur des conflits environnementaux à divers endroits de la planète, son travail aide à penser la culture écologique propre aux classes défavorisées. Celle-ci renvoie à une réhabilitation de l'économie domestique (réparation, faire soi-même, recyclage, valorisation du don et de l'entraide), à une distance envers la société de consommation et du « superflu », à une dépendance aux services publics, à une conscience pratique des pollutions dont ces franges de la population sont les premières victimes, etc. Il convient toutefois de ne pas fétichiser cette culture écologique des classes populaires. Elle demeure à géométrie variable et se trouve fortement concurrencée par les récits consacrant la réussite matérielle.

Mais reconnaître et comprendre tout ce qu'il peut y avoir d'écologique dans les styles de vie des moins privilégiés permet d'expliquer leur indifférence à l'égard de l'écologie officielle, une écologie de « bonne conscience » pour reprendre leurs termes. Face aux ampoules basse consommation, au bio, aux voitures propres, aux équipements à haute performance énergétique ou aux normes vertes de la rénovation, les membres des classes populaires pointent d'abord les coûts matériels de cet écologisme technologique. Face aux injonctions à se comporter en écocitoyen, c'est-à-dire à réfléchir chacun de ses faits et gestes pour évaluer leur empreinte carbone, ils soulignent soit le manque d'alternative, soit l'intégration ancienne de ces modes de faire dans leur quotidien, et ce pour préserver non pas la planète mais leur portemonnaie. Face aux crédits d'impôt ou aux prêts à taux zéro, ils se sentent là encore à distance de ces dispositifs qui supposent une aisance comptable et un ethos¹ de petit entrepreneur.

Ces visions populaires de l'écologie ne pourront donc s'exprimer et concurrencer les visions bourgeoises que quand les membres des classes dominées parviendront à se faire entendre médiatiquement et politiquement.

Ce que la professionnalisation de la politique comme du journalisme n'est pas prête de faciliter dans la mesure où l'accès à ces métiers se trouve restreint, plus sélectif, réservé à celles et ceux qui ont les moyens d'accéder aux écoles de journalisme et de la politique.

AB Comment les rapports de classes jouent sur le terrain écologique à travers la morale écocitoyenne ?

J-BC Mes travaux montrent que la dépolitisation de la question écologique via l'avènement de la morale écocitoyenne c'est « double-peine » pour les classes dominées et « coup double » pour les classes dominantes. Alors que les premières présentent des styles de vie d'autant plus contraints économiquement qu'ils sont soutenablement écologiquement, cet écologisme matériellement conditionné est symboliquement dévalorisé. Les classes populaires restent en effet largement perçues comme génératrices d'une pollution visible (les détritiques), comme sales et dangereuses pour la planète. Stigmatisées et à distance de la morale écocitoyenne en dépit de modes de vie peu prédateurs, elles sont de surcroît les premières victimes des pollutions comme le rappellent régulièrement les organisations pour la justice environnementale.

À cette « double peine » correspond un « coup double » à mesure que l'on grimpe l'échelle sociale. Outre le fait que les plus privilégiés sont les moins vulnérables mais aussi les plus résilients (assurances, relais familiaux et amicaux, maisons secondaires, accès privilégiés aux soins, etc.) face aux pollutions et aux catastrophes naturelles, ils profitent plus facilement des gratifications symboliques offertes par la morale éco-citoyenne. En mettant l'accent sur les bons comportements plutôt que sur les mauvais, celle-ci ne pointe pas du doigt les styles de vie pollueurs. Cela permet aux plus riches de mettre en avant leur bonne conscience écologique dans un ou quelques domaines de la

1. L'éthos est l'ensemble des principes moraux qui orientent les pratiques.

pratique (logement aux normes écologiques, consommation responsable, chasse au gaspi, etc.) sans avoir à remettre en cause l'ensemble de leur style de vie (donc en continuant à valoriser la mobilité lointaine et rapide par exemple).

AB **Quand on évoque une convergence des revendications sociales et environnementales a l'impression d'arriver rapidement à des contradictions entre elles. Par exemple entre des luttes syndicales contre des fermetures d'usines ou de centrales au nom de l'emploi vs. les luttes climatiques pour limiter les pollutions et émissions. Comment dépasser ces contradictions et viser une transition écologique socialement juste ?**

J-BC J'évite de recommander des choses car je ne suis ni militant, ni politicien, ni conseiller. Je suis donc mal placé pour répondre aux questions du « comment faire ». Par contre, je peux, sur la base de mes travaux, apporter des éléments d'explication à ces contradictions. Il me semble notamment qu'elles réapparaissent toutes les fois qu'on mène une action écologique toutes choses étant égales par ailleurs, c'est-à-dire sans inscrire cette action dans une redéfinition de l'ordre social et des principes qui le gouvernent.

Autrement dit, si vous luttez drastiquement contre les inégalités de revenus, que vous donnez aux individus le temps et l'argent pour se reconverter dans d'autres métiers, que donc vous redéfinissez la place du travail dans la société et ses modes de rémunération, etc. vous pourrez peut-être fermer des usines ou des centrales sans inquiéter leurs employés car vous leur offrirez les moyens de retravailler dans une activité moins destructrice.

Lorsqu'on oppose l'écologie à l'emploi, on reste dans les dogmes de la société salariale et capitaliste. Prendre l'écologie au sérieux, André Gorz n'a cessé de l'argumenter, implique de repenser l'ensemble de nos activités, à

commencer par le travail rémunéré. C'est d'ailleurs une leçon intéressante des expériences collectives qui, ici ou là, souvent dans des villages en Bretagne comme en Ardèche ou dans l'Aveyron, mettent en œuvre des modes de vie radicalement écologistes. Il importe de sortir des stéréotypes qui collent à la peau de ces personnes (jugées naïves, idéalistes, marginales, utopistes...) s'organisant pour affranchir leur vie des impératifs capitalistes. En effet, ils montrent que l'adoption de styles de vie profondément écologistes suppose une organisation collective au sein de laquelle le travail rémunéré est amplement repensé. Je renvoie ici aux récents travaux de ma collègue Geneviève Pruvost².

AB **D'autres points d'achoppement se reflètent dans les conversations ordinaires, par exemple autour de l'interdiction ou la taxation du diesel, mesure à priori favorable à l'environnement mais qui pénalise les plus appauvris. Comment dépasser ces oppositions entre des revendications sociales et des revendications climatiques qui semblent toutes deux légitimes ?**

J-BC À l'heure où nous réalisons cet entretien, la colère des « gilets jaunes » bat son plein. Le point de départ de ce mouvement est justement le rejet d'une « écotaxe » sur le gazole. Le gouvernement a maladroitement essayé d'opposer la gentille « fiscalité verte » aux méchants pollueurs des « classes laborieuses » (dixit Macron !). Sauf que, s'il serait absurde de dire que les « gilets jaunes » sont majoritairement écologistes, il serait tout aussi absurde de dire qu'ils sont *pour* la pollution et *contre* la planète ! Ce que révèle sans doute cette révolte populaire, n'est-ce pas plus simplement les impasses sociales des politiques environnementales qui cherchent à modifier les comportements sans transformer l'ordre social, et plus spécifiquement ici, l'aménagement du

2. G. Pruvost, « Vivre l'alternative écologique au quotidien : comment travailler autrement », *Terrain*, 60, mars 2013, p. 36-55.

territoire, la répartition territoriale de l'offre de transports en commun et au-delà les inégalités sociales face aux mobilités ?

Ce genre de contradictions ne seraient-elles pas nettement moins prégnantes dans un contexte de réduction drastique des inégalités sociales ? En d'autres termes, tout ce qui accroît les inégalités ne fait-il pas reculer la possibilité de mobiliser massivement en faveur de l'écologie ? Or telle qu'elle est mise en œuvre, la fiscalité verte accroît ces mêmes inégalités face à l'argent, au transport, au logement, etc. Peut-être pouvons-nous ensuite nous demander pourquoi ne se profile pas une fiscalité qui, pour des motifs écologiques et à des fins de redistribution sociale, taxerait les comportements les plus pollués, à savoir ceux qui caractérisent le style de vie des classes privilégiées comme la mobilité rapide, aérienne notamment, ou l'emprise foncière des logements ? La fiscalité est aussi le reflet des rapports de force entre classes sociales. Et pas besoin d'être sociologue pour saisir que ce rapport de force n'est favorable ni aux plus démunis, ni à la lutte contre les pollutions.

Un dernier mot sur cette mobilisation des gilets jaunes : contre toute attente, elle contribue à politiser la question écologique en pointant du doigt les lacunes structurelles des politiques environnementales (tout d'un coup le gouvernement se rappelle les bienfaits des voies ferrées secondaires que sa loi de réforme de la SNCF avait condamnés quelques mois plus tôt...), mais aussi en rappelant que les paquebots ou les compagnies aériennes sont épargnés (c'est-à-dire des infrastructures faites d'abord par et pour les commodités des plus favorisés). Ces questions, qui véhiculent un tout autre cadrage des enjeux écologiques, émergent dans le débat public. Et on notera que ce n'est pas grâce aux marches sur le climat qui, depuis le 8 septembre, émoustillent les écologistes une fois par mois.

AB Les changements individuels prônés par la doxa sensibilisatrice ou l'accumulation de petites actions individuelles portée par des organisations comme les Colibris ne constituent-ils pas néanmoins potentiellement les prémices d'une conscientisation écologiste ? Un « c'est mieux que rien » ?

J-BC Mon propos ne consiste pas à dire que verdir ses comportements est mauvais ou inutile. Mais tout n'est pas bon à prendre non plus, et je montre que beaucoup de petits gestes écolo viennent en fait vernir et verdir des styles de vie qui, en pratique, sont les plus pollués. Je rappelle aussi que, comme plus d'un siècle de sciences sociales le montre, ce n'est pas la somme des gestes individuels qui permet de résoudre des problèmes collectifs. Il convient d'inverser le raisonnement et de voir que c'est bien plutôt l'organisation collective qui oriente la majorité des comportements individuels.

Le changement par la prise de conscience, par la culture, par la sensibilisation ou par la pédagogie, ça ne marche qu'auprès des personnes soucieuses de se conformer aux normes publiquement dominantes. Et encore ! Combien d'enquêtés concèdent y prêter attention mais se heurter au poids des routines et de l'inertie du quotidien. Chasser les habitudes des individus, elles reviennent au galop de leur classe sociale d'appartenance. Or, s'élever socialement, c'est aussi adopter des styles de vie dont la vitrine éthique ne suffit pas à réduire l'empreinte carbone.

AB Sur quoi les pratiques écologiques individuelles du quotidien doivent-elles s'appuyer pour gagner en sens et participer à des changements sociaux d'ampleur ?

J-BC Verdir durablement et structurellement son style de vie, suppose de repenser toutes les dimensions de son existence et, comme évoqué plus haut, d'intégrer des collectifs de vie orientés vers une telle aspiration. Ces alternatives

sociales, donc collectives, favorisant des modes de vie individuels sérieusement écologistes se portent plutôt bien. Et je voudrais ici souligner les progrès considérables, depuis une dizaine d'années, du mouvement écologiste pour montrer que des solutions existent, que d'autres modèles de société sont possibles. Cette composante positive et constructive de la critique écologiste s'est remarquablement consolidée.

Longtemps accusés de «n'avoir rien d'autre à proposer», les militant·es ont œuvré à affiner diverses alternatives en matière de modes de vie, mais aussi d'agriculture, de commerce ou de transport. C'est notamment toutes les initiatives du mouvement des transitions: localisme, quartier en transition, agro-écologie, monnaies locales, etc. Mais les écologistes peinent à développer l'autre composante, négative et combattive, de la critique, celle qui dénonce et conteste l'ordre établi. Si elle a pu se développer sur des luttes localisées, elle reste souvent fragile et encore trop peu acculturée à la critique sociale. Or, cette dimension contestataire est nécessaire pour résister aux ruses du néolibéralisme dont on sait qu'il procède par ajustements permanents (sur ce point, voir *Le nouvel esprit du capitalisme*, l'ouvrage classique de Boltanski et Chiappelo). Sans ces contre-feux, les alternatives élaborées par le geste critique positif ont de fortes chances d'être institutionnalisées, récupérées et digérées par l'ordre néolibéral. Un exemple: les éco-quartiers étaient perçus dans les années 1990 comme une lubie révolutionnaire de doux rêveurs écolo. Vingt ans après, ils constituent un atout incontournable dans la concurrence que se livrent les métropoles pour l'attractivité.

C'est pourquoi il me paraît urgent d'encourager le mouvement écologiste à lire et discuter avec les sciences sociales afin d'armer leurs critiques des savoirs émancipateurs que celles-ci produisent. Vous allez me dire que je prêche pour ma paroisse et vous n'aurez pas tort. Mais j'ai le sentiment que si les acteurs des luttes sociales ont, ces dernières années, bien progressé pour intégrer l'enjeu écologique à leurs stratégies et

revendications, il me semble que les acteurs des luttes écologistes restent encore trop distants à l'égard de la critique sociale et des connaissances sur lesquelles elle se fonde. On observe ainsi des syndicats s'engager dans des luttes écologistes (par exemple contre les grands projets inutiles et imposés). Je peine à trouver des exemples de luttes sociales ayant reçu le soutien d'organisations écologistes. Sauf lorsque les plus «radicales» d'entre elles font le lien avec les luttes pour les exilés, les combats féministes, etc. Dans le mouvement écologiste, plus les positions sont radicales et donc politiques, moins elles sont cloisonnées, et *vice versa*.

AB À quoi ressemblerait une campagne de sensibilisation menée par les pouvoirs publics ou par le secteur associatif où ce ne serait pas les classes dominantes qui se jetteraient des fleurs? Quel serait les messages à faire passer pour sortir de la culpabilisation des individus, pour repolitiser les enjeux et rediscuter l'ordre social?

J-BC La réponse à cette question découle, il me semble, de ce que j'ai déjà dit: peut-être faudrait-il remettre en cause les critères dominants de ce qu'est une vie réussie, socialement valorisée car soutenue par les classes dominantes. Lorsque j'étudiais la production des campagnes gouvernementales devant amplifier la visibilité des préceptes écocitoyens, avait été proposé le slogan: «Fini le 4x4 en ville!». Immédiatement écartée au prétexte (invérifiable) que «les français ne sont pas prêts pour ce type de message» et qu'il ne faut pas stigmatiser pour s'adresser à tous, cette proposition peut toutefois donner un aperçu de ce que serait une communication tenant compte des inégalités de contribution au problème. Car à vouloir s'adresser à tous, on finit par ne s'adresser à personne, à ne vouloir stigmatiser personne, on fait croire que tout le monde est également responsable

Mais le défi est ailleurs. On ne décrète pas une transformation sociale. Celle-ci ne passe pas

(que) par des mots et des discours. C'est pourquoi il faut lutter pour obtenir le pouvoir de modifier concrètement les conditions de vie des individus et faire en sorte que celles-ci puissent engendrer, sans même que ce soit «écologique», des pratiques, des modes de déplacement, de logement, de consommation ou de travail respectueux de la planète.

AB Et outre les campagnes de sensibilisation, quels autres moyens penser pour appuyer des changements de grande ampleur et sortir des logiques sociales dominantes ?

J-BC Je crois qu'il convient de réfléchir aux moyens de mettre hors d'état de nuire tous ceux qui se mobilisent pour défendre et accentuer les logiques sociales dominantes. Il faut déposséder les dominants de leur pouvoir de conserver et d'intensifier une organisation sociale dont il est aujourd'hui admis qu'elle n'est plus soutenable. Les mettre hors d'état de nuire, car il est naïf de croire qu'ils seront en mesure de proposer les alternatives politiques qui s'imposent pourtant. Ou alors ce pourrait être des alternatives qui condamneraient un peu plus le principe démocratie déjà bien malmené dans nos sociétés dites libérales.

La multiplication récente des actions en justice contre les États ou les institutions européennes pour les accuser d'inaction climatique va un peu dans ce sens finalement, non ? On peut imaginer que la justice décide d'interdire l'accès aux positions de pouvoir à toutes les personnes défendant un ordre social écologiquement insoutenable et socialement inégalitaire (les deux, on l'a dit, allant de pair). Ce levier judiciaire est donc intéressant, car il politise l'enjeu écologique en soulevant la question du pouvoir et de la légitimité des décideurs. Mais parviendra-t-il à faire admettre que ceux-ci sont des criminels ?

► Jean-Baptiste Comby,
*La question climatique. Genèse
et dépolitisation d'un problème public.*
Raisons d'agir, 2015